



PRÉFET DE L' ARDECHE

Direction Départementale des  
Territoires de l'Ardèche

Service Environnement Pôle Eau

**P G L AVENTURES sas**  
**SEGRIES**  
**07150 VAGNAS**

Dossier suivi par : Jean-Marc HAON  
Mél : jean-marc.haon@ardeche.gouv.fr  
Tél. : 04 75 66 70 24  
Fax : 04 75 64 59 44

Objet : dossier de demande de régularisation instruit au titre des articles L. 214-1 à L.  
214-6 du code de l'environnement : **régularisation de la station d'épuration du**  
**centre de vacances sur la commune de VAGNAS**  
**Notification de la décision préfectoral**

Réf. : 07-2018-00288

PRIVAS, le 21 décembre 2018

Monsieur le Directeur,

Par courrier en date du 15 novembre 2018, vous avez déposé un dossier de demande de régularisation, au titre du code de l'environnement (Loi sur l'Eau), concernant l'opération suivante :

**régularisation de la station d'épuration du centre de vacances sur la commune de VAGNAS**

Suite à l'examen des pièces de votre dossier, vous trouverez ci-joint l'arrêté précisant notamment les prescriptions particulières à votre opération.

Copie de cet arrêté sont également adressées à la mairie de la commune de VAGNAS pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ce document sera mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de l' ARDECHE durant une période d'au moins un an.ctoral par Monsieur le préfet de l' Ardèche puis notification officielle.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le directeur départemental des territoires  
Pour le chef du service Environnement  
p/ Le Responsable du Pôle Eau

Adjoint au Responsable du Pôle Eau

Nathalie LANDAIS

**ERIC CAMPBELL**

PJ : Arrêté préfectoral

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.

PRÉFET DE L'ARDÈCHE

Direction départementale  
des territoires

Service environnement  
Pôle eau

**ARRETE PREFECTORAL N° 07-2018-12-21-005**

**PORTANT PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES A DECLARATION  
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT  
relatives au système d'assainissement non collectif  
situé sur la commune de VAGNAS au lieu dit « La Truillere »  
et autorisant le rejet des eaux épurées après traitement**

**P.G.L Aventures – Domaine de Ségries**

Dossier n°07-2018-00288

**Le Préfet de l'Ardèche,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement et notamment son livre II,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de la santé publique,

VU l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieur à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub>,

VU l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2018 n° 07-2018-11-12-019 portant délégation de signature au directeur départemental des territoires de l'Ardèche,

VU l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2018 n° 07-2018-11-19-002 portant subdélégation de signature,

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Rhône-Méditerranée-Corse approuvé le 20 novembre 2015,

**CONSIDERANT** la demande de régularisation reçue le 15/11/2018 concernant l'assainissement du centre de vacances « P.G.L Aventures – Domaine de Ségries » au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement, présenté par Monsieur David CLARIDGE représentant la société P.G.L Aventures, enregistré sous le n°07-2018-00 , et relatif à une station d'épuration située au quartier « La Truillere » sur la commune de VAGNAS,

**CONSIDERANT** le dossier présenté à l'appui de la demande de déclaration,

**CONSIDERANT** le projet d'arrêté de prescriptions spécifiques adressé par courrier, pour avis, à Monsieur David CLARIDGE le 27 novembre 2018,

**CONSIDERANT** la réponse apportée par le maître d'ouvrage le 06 décembre 2018,

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de préciser, pour cette station d'épuration les prescriptions imposées par l'arrêté du 21 juillet 2015 précité,

**SUR PROPOSITION** du directeur départemental des territoires de l'Ardèche,

## ARRETE

### Titre I : OBJET DE LA DECLARATION

#### **Article 1<sup>er</sup> : définitions**

« Système d'assainissement » : ensemble des ouvrages constituant le système de collecte et la station d'épuration des eaux usées et assurant le rejet des eaux usées traitées dans le milieu récepteur.

« Capacité nominale de traitement » : la charge journalière maximale de DBO<sub>5</sub> admissible en entrée de la station d'épuration.

« Débit de référence » : débit journalier associé au système d'assainissement au-delà duquel le traitement exigé par la directive européenne du 21 mai 1991 susvisée n'est pas garanti.

« Maître d'ouvrage » : propriétaire de l'ensemble du système d'assainissement

« Exploitant » : personne physique ou morale assurant l'exploitation du système d'assainissement pour le compte du maître d'ouvrage

« Situations inhabituelles » : toute situation se rapportant à l'une des catégories suivantes :

- fortes pluies, telles que mentionnées à l'article R. 2224-11 du code général des collectivités territoriales.
- opérations programmées de maintenance réalisées dans les conditions prévues à l'article 11, préalablement portées à la connaissance du service en charge du contrôle.
- circonstances exceptionnelles (telles que catastrophes naturelles, inondations, pannes ou dysfonctionnements non directement liés à un défaut de conception ou d'entretien, rejets accidentels dans le réseau de substances chimiques, actes de malveillance).

#### **Article 2 : objet de l'arrêté et caractéristiques des ouvrages**

Il est donné acte à Monsieur David CLARIDGE, domicilié Domaine de Ségries 07150 VAGNAS, ci-après dénommé le pétitionnaire ou le maître d'ouvrage, de sa déclaration en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant les conditions d'exploitation du système d'assainissement du centre de vacances «P.G.L Aventures » situé sur la commune de VAGNAS, sous réserve des prescriptions énoncées dans le présent arrêté.

Le système d'assainissement est situé sur la commune de VAGNAS section B, parcelle N° 81 lieu-dit « La Truillere »

Il est composé :

- d'unégrilleur manuel
- d'une première lagune de 1520 m<sup>2</sup>
- d'une deuxième lagune de 750 m<sup>2</sup>
- d'une lagune de finition de 980 m<sup>2</sup>

Coordonnées Lambert 93 des différents équipements (correspondant au centre des lagunes) :  
X = 807346 ; Y = 6 362 242.

Après épuration, les eaux usées traitées sont rejetées dans le milieu naturel : ravin affluent du ruisseau de Ribrousse (Bassin de l'Ardèche). Coordonnées Lambert 93 du point de rejet :  
X = 807280 ; Y = 6 362 252.

Le système de collecte et de transfert des eaux usées est entièrement séparatif et ne comporte pas de déversoir d'orage.

La capacité nominale de traitement journalière est de 18 kg/j de DBO<sub>5</sub> correspondant à 300 équivalents habitants (EH), sur la base de 60 g/eh/j. La capacité hydraulique nominale est de 45 m<sup>3</sup>/jour.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements entrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par ces opérations sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales
2.1.1.0	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales : 1. > à 600 kg de DBO <sub>5</sub> : autorisation 2. > à 12 kg de DBO <sub>5</sub> , ≤ à 600 kg de DBO <sub>5</sub> : déclaration	déclaration	Arrêté ministériel du 21 juillet 2015

## **Titre II : REGLES D'IMPLANTATION ET DE CONCEPTION DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT**

### **Article 3 : règles générales de conception et de gestion des systèmes d'assainissement**

Les ouvrages sont conçus, implantés et gérés de façon à ce que leur fonctionnement et leur entretien minimisent l'émission d'odeurs, le développement de gîtes à moustiques susceptibles de transmettre des maladies vectorielles, de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage et de constituer une gêne pour sa tranquillité.

### **Article 4 : règles spécifiques applicables au système de collecte**

Les réseaux sont entretenus et aménagés de manière à éviter tout rejet direct ou déversement d'eaux usées non traitées dans le milieu récepteur, hors situations inhabituelles visées à l'article 1<sup>er</sup>.

Le système de collecte des eaux pluviales ne doit pas être raccordé au système de collecte des eaux usées.

### **Article 5 : règles spécifiques applicables au système de traitement des eaux usées**

L'ensemble des ouvrages de prétraitement et de traitement des eaux usées est délimité par une clôture, et leur accès doit être interdit à toute personne non autorisée.

## **Titre III : REGLES D'EXPLOITATION ET D'ENTRETIEN DES SYSTEMES DE COLLECTE ET DE TRAITEMENT DES EAUX USEES**

### **Article 6 : règles générales**

Les systèmes de collecte et les stations de traitement des eaux usées sont exploités et entretenus de manière à minimiser la quantité totale de matières polluantes déversées au milieu récepteur, dans toutes les conditions de fonctionnement.

Le maître d'ouvrage doit pouvoir justifier à tout moment des mesures prises pour assurer le respect des dispositions du présent arrêté. À cet effet, le maître d'ouvrage tient à jour un **registre** mentionnant les incidents, les pannes, les mesures prises pour y remédier et les procédures à observer par le personnel de maintenance ainsi qu'un calendrier prévisionnel d'entretien préventif des ouvrages de collecte et de traitement et une liste des points de contrôle des équipements soumis à une inspection périodique de prévention des pannes.

Les personnes en charge de l'exploitation ont, au préalable, reçu une formation adéquate leur permettant de gérer les diverses situations de fonctionnement de la station de traitement des eaux usées.

Toutes dispositions sont prises pour que les pannes n'entraînent pas de risque pour les personnes ayant accès aux ouvrages et affectent le moins possible la qualité du traitement des eaux.

#### **Article 7 : diagnostic du système d'assainissement**

En application de l'article R. 2224-15 du code général des collectivités territoriales, le maître d'ouvrage établit, suivant une fréquence n'excédant pas dix ans, un diagnostic du système d'assainissement des eaux usées. Ce diagnostic permet d'identifier les dysfonctionnements éventuels du système d'assainissement. Il est suivi, si nécessaire, d'un programme d'actions visant à corriger les dysfonctionnements éventuels.

#### **Article 8 : raccordement d'eaux usées non domestiques au réseau de collecte**

Il est interdit de déverser dans le système de collecte :

- les matières solides, liquides ou gazeuses susceptibles d'être toxiques pour l'environnement, d'être la cause, soit d'un danger pour le personnel d'exploitation ou pour les habitants des immeubles raccordés au système de collecte, soit d'une dégradation des ouvrages d'assainissement et de traitement, soit d'une gêne dans leur fonctionnement.
- les déchets solides (lingettes, couches, sacs plastiques...), y compris après broyage.
- les matières de vidange.

#### **Article 9 : performances à atteindre**

Le traitement des eaux usées doit au minimum permettre d'atteindre, pour un volume journalier entrant inférieur ou égal au débit de référence et hors situations inhabituelles décrites à l'article 1<sup>er</sup>, les rendements ou les concentrations suivants :

Paramètre	Concentration maximale à respecter, moyenne journalière	Rendement minimum à atteindre, moyenne journalière	Concentration réductrice, moyenne journalière
DBO <sub>5</sub>	35 mg(O <sub>2</sub> )/l	60 %	70 mg(O <sub>2</sub> )/l
DCO	200 mg(O <sub>2</sub> )/l	60 %	400 mg(O <sub>2</sub> )/l
MES	/	50 %	85 mg/l

Les valeurs du tableau se réfèrent aux méthodes normalisées, sur échantillon homogénéisé, non filtré ni décanté.

## **Article 10 : gestion des déchets du système d'assainissement**

Les boues ou matières de vidange produites par la station d'épuration seront traitées conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. La vidange de ces installations d'assainissement doit être assurée par une entreprise agréée par le préfet qui doit remettre au maître d'ouvrage après chaque opération un **bordereau d'identification** et de suivi comportant notamment le n° d'agrément, la date, le volume et la **destination** des matières de vidange.

En cas d'élimination des matières de vidange en agriculture, celle-ci devra faire l'objet d'un plan d'épandage agréé.

Les matières de curage, les graisses, sables et refus de dégrillage sont gérés conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur.

Les documents justificatifs concernant la gestion de l'ensemble des déchets produits sont tenus à la disposition du service en charge du contrôle sur le site de la station.

## **Article 11 : opérations d'entretien et de maintenance**

Le site de la station de traitement des eaux usées est maintenu en permanence en bon état de propreté. Les ouvrages sont régulièrement entretenus de manière à garantir le fonctionnement des dispositifs de traitement et de surveillance.

Tous les équipements nécessitant un entretien régulier sont pourvus d'un accès permettant leur desserte par les véhicules d'entretien.

Le maître d'ouvrage informe le service en charge du contrôle au minimum un mois à l'avance des périodes d'entretien et de réparations prévisibles des installations et de la nature des opérations susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux réceptrices et sur l'environnement. Il précise les caractéristiques des déversements (débit, charge) pendant cette période et les mesures prises pour en réduire l'importance et l'impact sur les masses d'eau réceptrices de ces déversements.

Le préfet peut, si nécessaire, dans les quinze jours ouvrés suivant la réception de l'information, prescrire des mesures visant à surveiller les rejets, en connaître et réduire les effets ou demander le report de ces opérations si ces effets sont jugés excessifs.

# **Titre V : EVALUATION DE LA CONFORMITE DES SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT ET CONTROLES**

## **Article 12 : contrôle de la conformité du système d'assainissement par le service en charge du contrôle**

Le service de police de l'eau en charge du contrôle peut, selon les modalités prévues aux articles L. 2224-8 et R. 2224-17 du code général des collectivités territoriales, L. 1331-1-1 du code de la santé publique ou des articles L. 170-1 et suivants du code de l'environnement, contrôler le respect des prescriptions du présent arrêté

La conformité du système d'assainissement est établie par le service en charge du contrôle avant le 1<sup>er</sup> juin de chaque année, à partir de tous les éléments à sa disposition.

En cas de non-conformité de tout ou partie du système d'assainissement, le maître d'ouvrage fait parvenir au service en charge du contrôle l'ensemble des éléments correctifs qu'il entend mettre en œuvre pour remédier à cette situation dans les plus brefs délais.

## **Article 13 : Autosurveillance**

Compte tenu de l'antériorité du système d'assainissement, et de l'impossibilité technique de réaliser des bilans 24 heures dans de bonnes conditions, le maître d'ouvrage est dispensé de l'obligation d'autosurveillance. Toutefois, selon l'évolution de la réglementation et à la demande du service de police de l'eau, le maître d'ouvrage devra procéder à l'aménagement de ses ouvrages et assurer à ses frais l'autosurveillance des rejets.

## **Titre VI : DISPOSITIONS GENERALES**

### **Article 14 : modification des ouvrages**

Les ouvrages doivent être implantés, réalisés et exploités conformément au dossier de déclaration et aux prescriptions du présent arrêté.

Toute modification apportée par le déclarant à l'ouvrage ou l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

### **Article 15 : modifications des prescriptions**

La modification des prescriptions applicables à l'installation peut être demandée par le déclarant postérieurement au dépôt de sa déclaration au préfet qui statue par arrêté. Elle peut également être imposée par le préfet sur le fondement du troisième alinéa du II de l'article L. 214-3.

Le silence gardé pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

### **Article 16 : changement de maître d'ouvrage**

Lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de déclaration, le nouveau maître d'ouvrage en fait la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouveau maître d'ouvrage et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

### **Article 17 : cessation d'exploitation**

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation de l'ouvrage fait l'objet d'une déclaration par l'exploitant, ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du préfet dans le mois qui suit la cessation définitive et au plus tard un mois avant que l'arrêt de plus de deux ans ne soit effectif.

### **Article 18 : droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 19 : autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le maître d'ouvrage de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

### **Article 20 : notification, publication et information des tiers**

Le présent arrêté sera notifié au maître d'ouvrage par courrier.

Une copie de cet arrêté sera affichée à la mairie de la commune de Vagnas et le dossier mis à la disposition du public pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de l'Ardèche durant une durée d'au moins 6 mois.

### **Article 21 : voies et délais de recours**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Lyon territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement.

### **Article 22 : exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Ardèche,  
Le maire de la commune de VAGNAS,  
Le directeur départemental des Territoires de l'Ardèche,  
Le chef du service départemental de l'agence française pour la biodiversité  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie du présent arrêté sera adressée pour information au directeur de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, au président du conseil départemental de l'Ardèche, à l'agence régionale de la santé – délégation territoriale du département de l'Ardèche.

Privas, le **21 DEC. 2018**

Adjoint au Responsable du Pôle Eau

**Eric CAMPBELL**



